

Frans Timmermans

“Détruire l’Europe serait une faute historique”

Les populistes nationalistes ont le vent en poupe aux quatre coins de cette UE qu’ils cherchent à faire exploser. Il est minuit moins une pour agir, alerte le vice-président de la Commission européenne. - Interview: Julien Thomas -

Après la Pologne et la Hongrie, voilà désormais Bucarest dans le viseur de la Commission. C’est tombé ce mercredi 3 avril. Et comme chaque fois, c’est le Néerlandais Frans Timmermans qui l’a annoncé. Le candidat à la présidence de la Commission côté social-démocrate y est en effet en charge de l’État de droit. Et un tenant d’une ligne dure face aux dérives en la matière. Au point d’être la cible d’une violente campagne personnelle du Hongrois Viktor Orbán qui utilise son portrait... sur ses affiches de campagne.

Viktor Orbán, vous le décriez comment? Populiste?

FRANS TIMMERMANS - C’est un phénomène assez récent et donc on a du mal à le faire avec précision. Est-ce de l’extrême droite? En tout cas, il y a toujours des éléments réactionnaires. Et puis, il y a du populisme quand on promet des choses qu’on sait ne jamais pouvoir réaliser. Je crois que celui qui a initié cette façon de faire de la politique, c’est quand même Poutine. Et puis ça a aussi été codifié par des gens dont Steve Bannon (*ex-conseiller stratégique de Trump* - NDLR). C’est toujours la même approche: “on est attaqué par une culture différente, qui est à la fois très faible parce que stupide, mais aussi très forte car elle pourrait nous remplacer”. C’est intéressant: elle est stupide, mais en même temps, on a peur d’eux. C’est aussi un mouvement qui rejette l’idée européenne basée sur l’État de droit, les droits fondamentaux, la diversité. Le nationalisme est très fort aussi.

Le projet européen, c’est faire confiance à des voisins qu’on ne connaît pas. Les nationalistes en jouent.

Vous parlez religion. On voit la montée de l’antisémitisme et l’islamophobie...

On peut voir deux grands développements en Europe. Tout d’abord, tout le monde est conscient du fait que le monde est en train de changer à très grande vitesse. L’économie change. Il y a des nouveaux moyens de communication qui bouleversent tout, des nouvelles puissances comme la Chine. Ça donne à beaucoup de gens un sentiment d’insécurité. En réaction à cela, en Europe, il y a ceux qui sont plus ou moins optimistes, qui sont conscients du fait que nous, Européens, on est dans cette affaire ensemble, qu’on dépend les uns des autres et qu’être 500 millions peut nous permettre de défendre nos valeurs, d’être plus forts. Par contre, si on est pessimiste, le projet européen revient à faire confiance à des voisins qu’on ne connaît pas, ce qui provoque un sentiment de peur. C’est là-dessus que misent les nationalistes.

L’Europe servira à quoi demain?

Commençons par la fiscalité. Il y a de très grandes entreprises, entre autres américaines, qui font des profits en milliards, mais ne paient pas d’impôts. Zéro! Pourquoi? Parce que la fiscalité est encore organisée à l’échelle nationale. Elles ont un chiffre d’affaires qui est plus grand que le budget d’un État membre. Elles rencontrent cet État et lui disent: “*Nous voulons nous établir chez vous, mais sans impôts*”. Si le pays refuse, l’entreprise répond: “*Alors, j’irai chez le voisin*”. On peut uniquement changer ça quand on a compris que cela doit se faire à l’échelle européenne.

Face aux États-Unis et à la Chine, on a l’impression que l’Europe fait du sur-place, qu’elle tarde à prendre la mesure...

Ce qui nous affaiblit, c’est qu’on se concentre trop sur des problèmes internes à l’UE, surtout le Brexit. Il faudrait se concentrer dans les années à venir sur les grandes questions du futur et les relations avec la Chine, les États-Unis, la Russie, l’Inde, etc. Ça devient une priorité pour la transformation soutenable de notre société et notre économie.

L'âme de l'Europe est en jeu, avez-vous dit il y a quelques mois...

Oui. Les nationalistes sont en mesure de mobiliser le pessimisme et la peur d'une partie de notre population. Une grande partie des nationalistes se reconnaissent dans l'attitude de Poutine, Bannon, etc. Leur idéologie va dans une direction opposée aux Lumières, à l'humanisme. Notre continent est un continent de diversité et de minorités. Une confrontation sur la base d'identités, ça mène à des guerres et il faut l'éviter.

On revient donc à la défense de l'État de droit?

L'État de droit, oui, la défense des minorités, c'est l'égalité entre hommes et femmes, la liberté de religion, la liberté de la presse. Dans tous les pays où les nationalistes populistes viennent au pouvoir, ces droits sont attaqués. Dans la →

→ campagne électorale espagnole, on voit que Vox, un parti d'extrême droite avec lequel apparemment le Parti Populaire a l'intention de former une coalition, attaque ouvertement l'égalité entre hommes et femmes.

C'est aussi tendu en Roumanie...

Oui, car on a des craintes sur l'État de droit et

la lutte contre la corruption. En tant que vice-président de la Commission, j'ai été très clair hier: c'est inacceptable.

Les outils à votre disposition sont assez limités...

Absolument. Mais même des outils limités sont là pour être utilisés. Je les ai utilisés au maximum. Je crois qu'il est aussi important de montrer que les États membres ont aussi une responsabilité. Et ce qui m'a encouragé hier quand j'ai exprimé mes craintes, c'est que une ou deux heures après, il y avait une déclaration de soutien de 11 ou 12 États.

Si un problème grave survient en Italie, la marge de manœuvre sera plus petite...

Je ne crois pas du tout. La Pologne, c'est un pays très important et on n'a pas hésité à agir. Mais il n'y a pas aujourd'hui de menaces structurelles pour l'État de droit en Italie. Je crois que les problèmes y sont surtout d'ordre économique.

Selon une journaliste néerlandaise spécialisée, Linda Polman, l'Europe devrait avoir honte de sa politique de migration... Vous auriez dit qu'une île grecque n'était pas le meilleur endroit d'accueil pour les migrants, mais que les mettre dans un endroit plus confortable enverrait un mauvais signal pour la population européenne...

Je ne sais pas d'où elle tire ça. Son raisonnement est très simple: on doit accueillir tout le monde. Et je vous le dis clairement: si on met l'Europe dans cette position, l'Europe n'accueillera personne. Parce que c'est la meilleure façon d'amener l'extrême droite dans tous les États membres et de déclencher un processus de déshumanisation. Si on veut que l'Europe reste une terre d'accueil, il faut avoir une politique de migration soutenable. Il faut pouvoir dire à ceux qui n'ont pas droit à l'asile qu'ils doivent retourner dans leur pays d'origine.

Qu'entendez-vous par contrôle?

Ce qui nous est arrivé en 2015 et 2016, c'est qu'à un certain moment, l'Europe et certains États membres ont perdu le contrôle. On a rétabli le contrôle, mais même quatre ans après, les conséquences politiques sont très graves. L'affaire n'est pas finie maintenant, car on n'a pas complété la politique migratoire européenne. Il faut toujours introduire un élément de solidarité. C'est inacceptable de dire à la Grèce, à l'Italie et à l'Espagne: on vous laisse seuls avec ce problème. Si on fait ça, il n'y aura plus d'Europe.

Quant au désamour des citoyens envers l'UE, la Commission a-t-elle fait son mea-culpa?

J'apprécie beaucoup l'approche d'Emmanuel Macron qui dit: "*Si on veut organiser une souveraineté, ce sera une souveraineté européenne*". Il parle d'une coresponsabilité dans le projet européen. Est-ce qu'il y a des choses à changer en Europe? Absolument! Des tas de choses, mais il faut mettre un terme à cette dynamique néfaste qui est de dire que tout ce qui va bien, c'est nous, les États membres, et tout ce qui va mal, c'est la faute des institutions européennes. Je vois à travers le Brexit et d'autres développements qu'il y a une prise de conscience au niveau national que l'Europe n'est pas indestructible.

Pas indestructible?

Oui, elle peut être détruite. Le Premier ministre espagnol a trouvé une très belle formule: si vous voulez une Europe qui protège, il faut protéger l'Europe. Moi, je ne me satisfais pas de l'Europe dans son état actuel. Je veux la réformer. Mais détruire l'Europe serait une faute historique. ✖